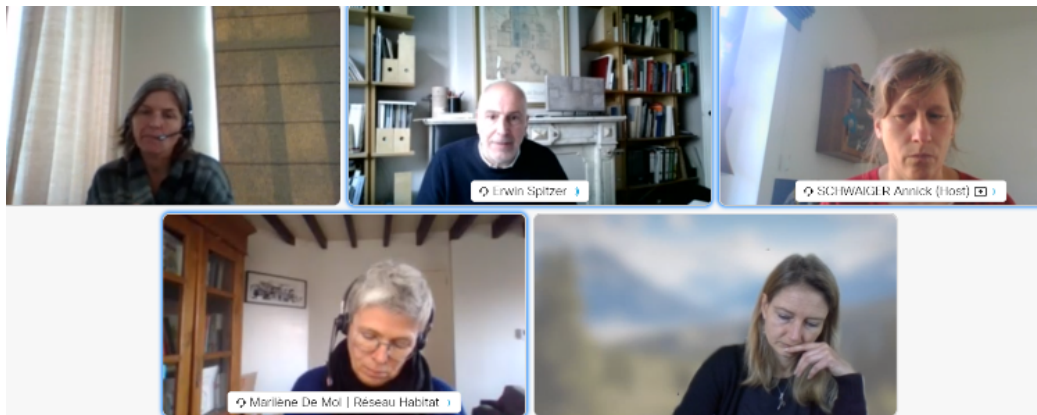


Conclusion de l'AriB suite à sa participation à l'atelier accompagnement



La structure d'accompagnement des particuliers et des entreprises comporte une quantité importante d'institutions accomplissant un travail colossal.

Ce travail se développe au niveau analytique, part le développement d'études diverses pour définir les besoins nécessaires à l'accomplissement des objectifs régionaux, les freins, les opportunités mais aussi pour cerner la personnalité des propriétaires. La variété et la qualité des études est impressionnante.



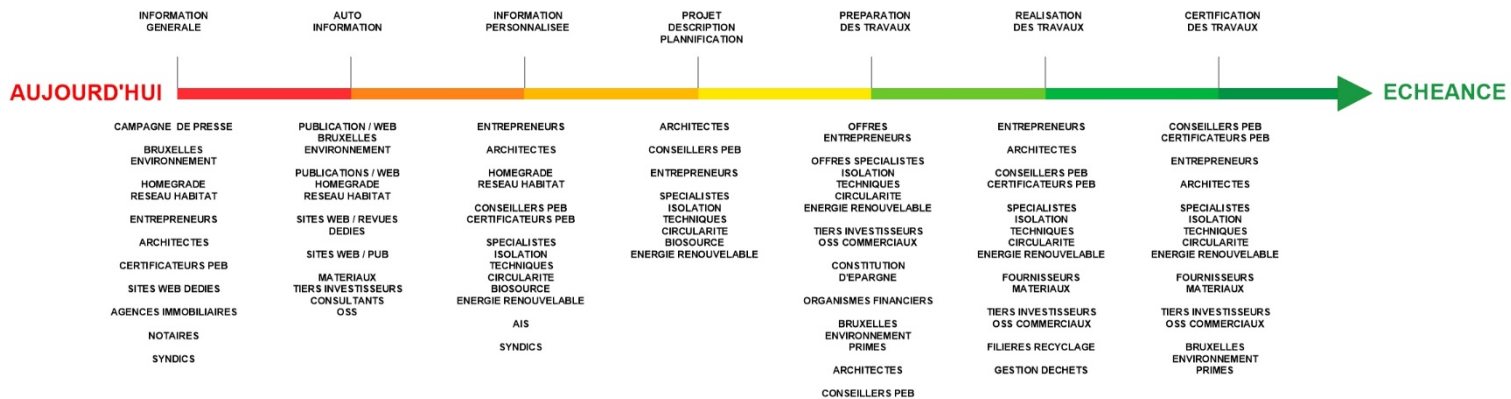
L'action de la structure d'accompagnement de la demande accompli également un travail sur le terrain, en conseillant, en suivant, en aidant des particuliers dans leurs démarches.

Les moyens de ces organisations sont suffisants pour accompagner les propriétaires volontaires qui se présentent à leurs guichets, pour mener une série limitée de projets pilotes, potentiellement exemplaires mais devant l'immense saut d'échelle qu'impose la stratégie Renolution, ces moyens seront probablement insuffisants.

Les différentes études qui nous ont été présentées démontrent très clairement la complexité à laquelle tout candidat rénovateur est confronté et nous amène à penser sans un changement profond des mentalités du grand public, des professionnels et des différentes administrations, la tâche sera très compliquée. Et même après un changement radical des mentalités, nous

aurons besoins d’outils efficaces pour permettre la conception, le financement, la réalisation, la certification et la bonne utilisation des ouvrages et équipements qui seront mis en œuvre.

Les professionnels de la construction et de l’immobilier sont nombreux et leurs compétences sont souvent cloisonnées dans les limites des nécessités de leur profession. Chacun des acteurs professionnels devra sortir de sa zone de confort, d’une part pour prendre en compte d’autres priorités que celles dictées par son activité propre mais également pour sortir du rassurant « business as usual ».



Qu’il s’agisse d’acteurs publics ou privés, pour multiplier par trois le taux de rénovation actuel tout en assurant la qualité, la pérennité, la durabilité, le réalisme financier, ... des travaux, et tout en atteignant l’objectif de 100 kWh/m² an, ces acteurs devront disposer d’outils bien huilés et ayant fait leurs preuves. Sans cela, beaucoup d’énergie et de moyens seront gaspiller à réinventer ce que le voisin a déjà réalisé.

Chaque acteur devra s’informer, se former et dans la mesure du possible partager son expérience.

Et, finalement, le contexte administratif dans lequel ces taches devront s’accomplir devra être le plus fluide possible.

Quel rôle l’architecte praticien peut-il jouer dans une telle stratégie ?

Il s’agit bien de l’architecte praticien puisque beaucoup d’architectes de formation font partie des équipes d’administrations publiques (Bruxelles Environnement, Urban, Fond du logement...), d’asbl ayant vocation de service au public (Homegrade, asbl du Réseau Habitat, ...) et d’association professionnelles.

L’architecte praticien ne peut se revendiquer expert en rien (à moins qu’il ait développé une expertise particulière) mais, par sa pratique quotidienne, est confronté à toutes les contraintes de l’acte de rénover ou de construire (techniques, administratives, patrimoniales, financières, sociales, ...). L’architecte atteint régulièrement les limites de ses compétences ce qui l’oblige à faire appel aux services d’autres professionnels (ingénieurs, conseillers PEB, géomètres, certificateurs, chasseurs de primes, ...).

Lors de l’accomplissement d’un projet, il est en contact avec l’administration, avec les particuliers, les autres experts, les entrepreneurs, les organismes prêteurs, ...

Grace à sa position centrale dans la rénovation, bien qu'étant moins qualifié dans chacun des domaines avec lesquels il doit jongler, l'architecte praticien peut réellement apporter son expérience à l'alliance Renolution et collaborer à apporter les solutions nécessaires au succès de la stratégie.

Pour autant, la plupart du temps, chaque architecte travaille dans son coin sans réellement partager son expérience, ses outils, ses connaissances avec ses confrères.

Tous les constats de la situation actuelle et toutes les projections convergent pour nous faire craindre que les ressources humaines soient trop limitées pour accomplir le défi de Renolution. Comme dans toute situation d'urgence, la collaboration est préférable à l'action solitaire. Cette collaboration sera nécessaire entre les architectes mais aussi avec toutes les professions actives dans le domaine de l'immobilier et de la construction.

Ce n'est peut-être pas un hasard si lors d'une réunion plénière de l'atelier « accompagnement », la majorité des participants aient estimés qu'il fallait renforcer le rôle de l'architecte et celui des syndics. Ces deux professions sont systématiquement à l'articulation de nombreux enjeux et sont régulièrement confrontées à la complexité.

L'alliance Renolution attend un engagement des architectes, elle est prête à nous aider. Nous ne pouvons pas rater ce rendez-vous.

Comment les architectes peuvent-ils prendre part à l'alliance Renolution ?

Une série non exhaustive d'actions qui pourraient être accomplies à titre individuel ou collectif serait :

- Participer aux ateliers afin d'y apporter l'expérience propre à la pratique des architectes et diffuser ensuite le résultat des travaux des groupes de travail afin que toute la profession puisse en bénéficier.
- Influencer sur les décisions qui se préparent au sein de l'alliance non pas pour favoriser l'une ou l'autre confrérie mais pour tenter de trouver un équilibre entre l'urgence climatique et la faisabilité sur le terrain.
- Contribuer au partage de l'expérience et du travail que chaque architecte développe dans sa pratique propre pour constituer une banque de données et de projets pouvant en inspirer d'autres :
 - Développement des modèles de travaux sur chaque type de parois de l'enveloppe
 - Développement de modèles de rénovation énergétique pour différentes typologies de bâtiments (maison individuelles, immeubles de rapport, grands ensembles de logements, ...) sans qu'il ne s'agisse forcément de projets exemplaires financièrement subsidiés.
 - Partager les estimations financières de différents types de travaux ou d'équipements en vue de constituer une banque de prix pouvant aider les concepteurs, les particuliers ou syndics, les entrepreneurs, ... à établir une estimation juste des travaux à réaliser pour une rénovation énergétique.
- Créer des liens et synergies avec les autres acteurs de la construction
- Et tant d'autres choses

Comment nous préparer aux nouveaux défis ?

Une série non exhaustive d'actions qui pourraient être accomplies à titre individuel ou collectif serait :

- Parfaire sa formation dans le domaine des performances énergétiques, non pas pour remplacer les professionnels experts sur ce sujet mais pour intégrer les grandes lignes structurant la rénovation énergétique dès le début de chaque projet
- S'ouvrir et se former à la construction durable
- Acquérir des compétences en matière construction circulaire et en maîtriser les outils
- Proposer (sans imposer) à ses clients que chaque projet intègre une amélioration des performances énergétiques globales du bâtiment en même temps que les priorités imposées par ce client.
- Encourager d'autres professions de la construction d'accepter une démarche plus durable et plus circulaire.
- Accepter de contribuer à des transformations énergétiques et durable sans qu'elles n'intègrent forcément de projets dits « d'architecture »

Ces démarches ne doivent toutes être accomplies par tous les architectes mais, même partiellement, elles peuvent contribuer à changer les mentalités.